ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Coopération au développement, le 29 octobre 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement", a donné le 15 décembre 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e oktober 1981 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden" heeft de 15e december 1981 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, notamment les articles 1er et 96, et l'article 97, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1976;".

L'alinéa 3 doit être omis puisque le projet prévoit l'abrogation de l'arrêté royal du 25 août 1978.

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'alinéa 4 du texte en projet prévoit que,

"Est seule prise en considération la pratique professionnelle acquise dans un domaine correspondant au diplôme requis de l'agent lors de son engagement à la coopération".

Il ajoute :

"Le Ministre ou son délégué apprécie pour le surplus quelle pratique professionnelle peut être prise en considération".

Cette dernière formule est critiquable à deux égards. D'une part, les mots "pour le surplus" manquent de précision

.../...

pour définir la délégation accordée au Ministre, au point qu'on peut se demander si cette délégation ne permet pas de mettre en échec la règle contenue dans la phrase précédente, ce qui serait contradictoire. D'autre part, il va de soi que la subdélégation prévue ne pourrait être admise que si le pouvoir du Ministre était lui-même restreint par rapport à la règle de la phrase précédente.

Dans le texte proposé ci-après, la deuxième phrase a donc été omise, l'appréciation qu'elle vise pouvant, si elle demeure dans des limites acceptables, être considérée comme un simple pouvoir d'exécution, tel qu'il résulte expressément de l'article 6 du projet.

+

Dans un but de clarté, il a paru souhaitable de proposer un texte nouveau, divisé en paragraphes, reprenant successivement :

1° le champ d'application;

2° la composition du personnel;

3° les dispositions relatives aux agents du cadre;

4° les dispositions relatives aux agents complémentaires;

5° l'extension du sens de la notion d'"agents complémentaires".

+

.../...

Il n'est pas d'usage de citer, dans le corps d'un texte, les modifications apportées à une disposition législative.

Article 3.

Cette disposition a été adaptée et corrigée car l'article 16, § 2, des lois sur la milice, impose la "présence effective" et non la résidence.

+

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif du projet :

"Article 1er.-

L'article 1er de l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. § 1er. (article 1er, alinéa 1er, en vigueur). Le présent statut s'applique aux personnes nommées comme membres du personnel de la coopération, en ce compris les personnes visées par les lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, sauf lorsque ces dernières sont chargées de mission officielle sur base de l'article 8, 2, de l'arrêté royal du 28 juin 1960 portant statut des agents de l'administration d'Afrique, des cadres de l'enseignement, de l'ordre judiciaire et de la police judiciaire des parquets et des agents de complément en service à la date du 30 juin 1960.

.../...

§ 2. (article 1er, alinéa 2, en projet). Le personnel de la coopération comprend des agents du cadre, des agents complémentaires et des agents complémentaires adjoints.

(article 1er, alinéa 5, en vigueur). Ces agents sont nommés par le Ministre.

§ 3. (article 1er, alinéa 3, en projet). Les agents du cadre sont ceux qui sont nommés dans le cadre des emplois de longue durée. Ce cadre est arrêté par Nous.

(article 1er, alinéa 6, en vigueur). Les agents du cadre sont nommés pour la durée définie aux articles 69 à 76 et 115 du présent statut.

§ 4. (article 1er, alinéas 4 et 5, en projet). Les agents nommés en dehors du cadre comprennent :

1° les agents complémentaires, c'est-à-dire ceux qui :

a) soit justifient, au moment de leur nomination, d'une pratique professionnelle antérieure de deux ans au moins;

b) soit comptent deux années de services à la coopération accomplis en qualité d'agent complémentaire adjoint;

2° les agents complémentaires ajoints, c'est-à-dire ceux qui :

a) soit, au moment de leur nomination, ne justifient que d'une pratique professionnelle antérieure inférieure à deux ans;

.../...

b) soit, en application de l'article 16 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, bénéficient d'une exemption du service militaire en raison de leur engagement à la coopération.

Par pratique professionnelle, au sens du présent paragraphe, il faut entendre uniquement celle qui a été acquise dans une occupation lucrative à temps plein, ayant donné lieu à un assujettissement à un régime belge de pensions des agents des services publics, des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants, ou qui aurait donné lieu à pareil assujettissement si cette occupation avait été exercée en Belgique, lorsque tel n'est pas le cas. Est seule prise en considération la pratique professionnelle acquise dans un domaine correspondant au diplôme requis de l'agent lors de son engagement à la coopération.

(Article 1er, alinéa 7, en vigueur, sauf l'ajouté "et les agents complémentaires adjoints"). Les agents complémentaires et les agents complémentaires adjoints sont nommés pour une durée déterminée lorsqu'ils sont recrutés pour assurer un intérim ou pour accomplir une tâche déterminée dont la durée est limitée. Cette durée est précisée dans leur acte de nomination. Dans les autres cas, ils sont nommés pour une durée indéterminée.

§ 5. (article 1er, alinéa 6, en projet). Par agents complémentaires au sens du présent statut, il faut entendre les agents complémentaires et les agents complémentaires adjoints".

.../...

Article 2.-

L'article 96, alinéa 1er, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"En ce qui concerne les agents visés à l'article 1er, § 4, 2°, il est appliqué à ce traitement d'activité une réduction de 15 p.c. du traitement prévu aux chapitres Ier et II".

Article 3.-

L'article 97, alinéa 3, 1°, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"1° En ce qui concerne les agents visés à l'article 1er, § 4, 2°, b, il est appliqué au traitement d'activité une réduction de 50 p.c. du traitement prévu aux chapitres Ier et II. Cette réduction est effective à partir de l'entrée en service des intéressés et prend fin le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ils comptent une année de service à la coopération.

La réduction cesse toutefois d'être opérée dès le premier mois qui suit celui au cours duquel les intéressés comptent les deux années de présence effective en pays en voie de développement, exigée en vue de l'exemption du service militaire, si cette date est antérieure au premier anniversaire de leur entrée en service".

Article 4.-

... (alinéa 1er, comme au projet).

.../...

Toutefois, les contrats en cours lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à produire leurs effets pour la période qu'ils prévoient.

Article 5.-

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge.

Article 6.-

... (comme au projet)".

AANHEF.

Het tweede lid zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden, inzonderheid op de artikelen 1 en 96, en op artikel 97, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 april 1976;".

Het derde lid moet vervallen daar het koninklijk besluit van 25 augustus 1978 in het ontwerp wordt opgeheven.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het vierde lid van de ontworpen tekst bepaalt :

"Wordt enkel in aanmerking genomen de beroepspraktijk verworven in een domein dat overeenstemt met het bij de aanwerving van het personeelslid bij de samenwerking, vereiste diploma".

Verderop staat :

"Bovendien waardeert de Minister of zijn afgevaardigde welke beroepservaring in aanmerking kan worden genomen".

.../...

Er zijn twee bezwaren tegen die laatste volzin. Enerzijds bakent het woord "bovendien" de delegatie aan de Minister onvoldoende nauwkeurig af, zodat men zich kan afvragen of die delegatie niet kan leiden tot de ontkrachting van de regel in de voorgaande volzin, wat een tegenspraak zou opleveren. Anderzijds spreekt het vanzelf dat zulk een subdelegatie slechts geoorloofd is als de bevoegdheid van de Minister zelf begrensd wordt ten aanzien van de regel die in de vorige volzin is neergelegd.

In de tekst die verder wordt voorgesteld, wordt de tweede volzin dus weggelaten, daar de "waardering" waarover hij het heeft, indien zij binnen aanvaardbare grenzen blijft, kan beschouwd worden als een uitvoeringsbevoegdheid zonder meer, zoals die uitdrukkelijk te voorschijn treedt uit artikel 6 van het ontwerp.

+

Duidelijkheidshalve leek het wenselijk een nieuwe tekst voor te stellen, onderverdeeld in paragrafen, en waarin achtereenvolgens wordt gehandeld over :

1° het toepassingsgebied;

2° de samenstelling van het personeel;

3° de bepalingen over het kaderpersoneel;

4° de bepalingen over het aanvullend personeel;

5° de betekenisverruiming van het begrip "aanvullend personeel".

+

In het corpus van een tekst pleegt men de wijzigingen die een wettekst heeft ondergaan, niet aan te halen.

.../...

Artikel 3.

Deze bepaling werd aangepast en verbeterd, want in artikel 16, § 2, van de dienstplichtwetten wordt de "werkelijke aanwezigheid" en niet het verblijf verplicht gesteld.

+

Met instemming van de gemachtigde ambtenaar wordt voor het volledige bepalend gedeelte van het ontwerp de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 1. § 1. (het thans geldende artikel 1, eerste lid) Dit statuut is toepasselijk op de personen die benoemd zijn tot leden van het coöperatiepersoneel, met inbegrip van de in de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika bedoelde personen, behalve wanneer laatstgenoemden met een officiële zending zijn belast op grond van artikel 8, 2, van het koninklijk besluit van 28 juni 1960 houdende het statuut van de ambtenaren van het bestuur in Afrika, van de kaders van het Onderwijs, van de Rechterlijke Orde en van de Gerechtelijke Politie der Parketten en van de aanvullingsambtenaren in dienst op 30 juni 1960.

.../...

§ 2. (artikel 1, tweede lid, ontwerp tekst). Het personeel van de samenwerking bestaat uit kaderpersoneel, aanvullend personeel en adjunct-aanvullend personeel.

(het thans geldende artikel 1, vijfde lid). Deze ambtenaren worden door de Minister benoemd.

§ 3. (artikel 1, derde lid, ontwerp tekst). Tot het kaderpersoneel behoren de ambtenaren die benoemd zijn in het kader van de betrekkingen van lange duur. Dat kader wordt door Ons vastgesteld.

(het thans geldende artikel 1, zesde lid). De leden van het kaderpersoneel worden voor de bij artikelen 69 tot 76 en 115 van dit statuut bepaalde duur benoemd.

§ 4. (artikel 1, vierde en vijfde lid, ontwerp tekst). Tot het buiten het kader benoemde personeel behoren :

1° het aanvullend personeel, dit wil zeggen, zij die :

a) hetzij bij hun benoeming doen blijken van tenminste twee jaar voorafgaande beroepservaring;

b) hetzij bij de samenwerking twee jaar dienst volbrachten als adjunct-aanvullend personeelslid;

2° het adjunct-aanvullend personeel, dit wil zeggen, zij die :

a) hetzij bij hun benoeming slechts kunnen doen blijken van minder dan twee jaar voorafgaande beroepservaring;

.../...

b) hetzij met toepassing van artikel 16 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, vrijgesteld zijn van de militaire dienst omwille van hun aanwerving bij de samenwerking.

Onder beroepservaring in de zin van dit artikel, moet alleen worden verstaan de ervaring die men heeft opgedaan in een bezoldigde voltijdse betrekking tengevolge waarvan men onderworpen is aan een Belgisch pensioenstelsel voor ambtenaren van de openbare diensten, werknemers of zelfstandigen, of die zulke verzekeringsplicht tot gevolg zou hebben gehad indien die werkzaamheid in België uitgeoefend was geweest, zo dit niet het geval is. Alleen de beroepservaring opgedaan in een domein dat overeenstemt met het bij de aanwerving van de ambtenaar bij de samenwerking vereiste diploma, komt in aanmerking.

(Het thans geldende artikel 1, zevende lid, met uitzondering van de toevoeging "en van het adjunct-aanvullend personeel"). De leden van het aanvullend en van het adjunct-aanvullend personeel worden voor een bepaalde duur benoemd wanneer zij worden aangeworven om in een interim te voorzien of om een bepaalde taak te volbrengen waarvan de duur beperkt is. Die duur wordt in hun benoemingsakte bepaald. In de andere gevallen worden zij benoemd voor onbepaalde duur.

§ 5. (artikel 1, zesde lid, ontwerp-tekst). Onder aanvullend personeel in de zin van dit statuut moet worden verstaan het aanvullend personeel en het adjunct-aanvullend personeel".

.../...

Artikel 2.-

Artikel 96, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Voor de in artikel 1, § 4, 2°, bedoelde ambtenaren wordt die activiteitswedde verminderd met 15 procent van de in de hoofdstukken I en II bedoelde wedde".

Artikel 3.-

Artikel 97, derde lid, 1°, van hetzelfde besluit, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° Voor de in artikel 1, § 4, 2°, b, bedoelde ambtenaren wordt de activiteitswedde verminderd met 50 procent van de in de hoofdstukken I en II bedoelde wedde. Die vermindering wordt toegepast vanaf de indiensttreding van de betrokkenen en eindigt de eerste dag van de maand die volgt op die tijdens welke zij sedert één jaar in dienst zijn bij de samenwerking.

De vermindering wordt evenwel niet langer toegepast vanaf de eerste maand die volgt op die tijdens welke de betrokkenen sedert twee jaar werkelijk aanwezig zijn in een ontwikkelingsland, aan welke voorwaarde moet worden voldaan om van militaire dienst te worden vrijgesteld, zo die datum valt vóór de eerste verjaardag van hun indiensttreding".

Artikel 4.-

... (het eerste lid zoals in het ontwerp).

De contracten in uitvoering bij het in werking treden van dit besluit, blijven evenwel gelden voor de duur die zij bepalen.

.../...

Artikel 5.-

Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand die volgt op die tijdens welke het bekendgemaakt wordt in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 6.-

... (zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.